

➤ Les conditions économiques et sociales pour la réduction de l'empreinte carbone en élevage

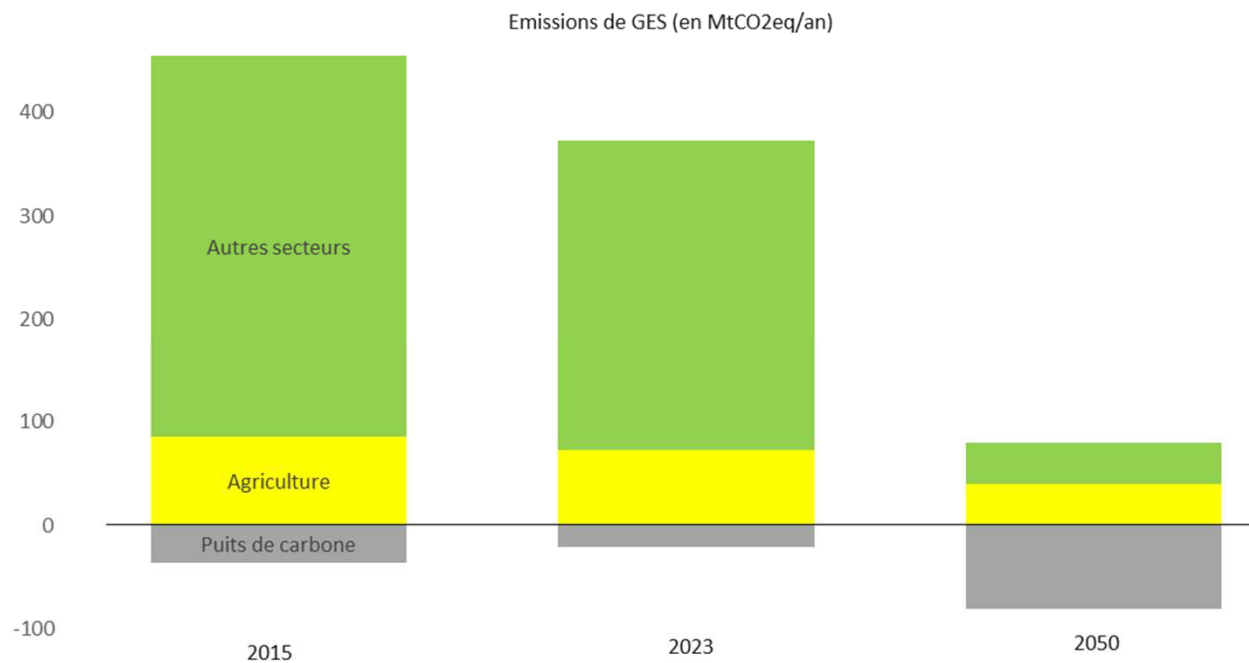
Elodie Letort, UMR SMART, INRAE, Institut Agro, Rennes



Contexte



Stratégie nationale bas carbone



Objectifs : neutralité carbone d'ici 2050

- En agriculture, deux leviers :
 - réduction des émissions
 - stockage de carbone

Source : Citepa, 2024.

➤ Les conditions économiques et sociales



- Les objectifs climatiques fixés sont très ambitieux.
- Atteindre les objectifs d'atténuation nécessite de changer les comportements :
 - A quel coût ?
 - Ces coûts sont-ils « raisonnables » ?
- Le changement de comportement nécessite des instruments de politiques publiques adaptés.
 - Les instruments actuels sont-ils suffisants ?
 - Sinon, quels outils? Quels impacts ?

➤ A quel coût ?



Expertise « Quelle contribution de l'agriculture française à la réduction des émissions de GES ? »
(Pellerin, Bamière et al. 2020)

Coût et potentiel d'atténuation en France



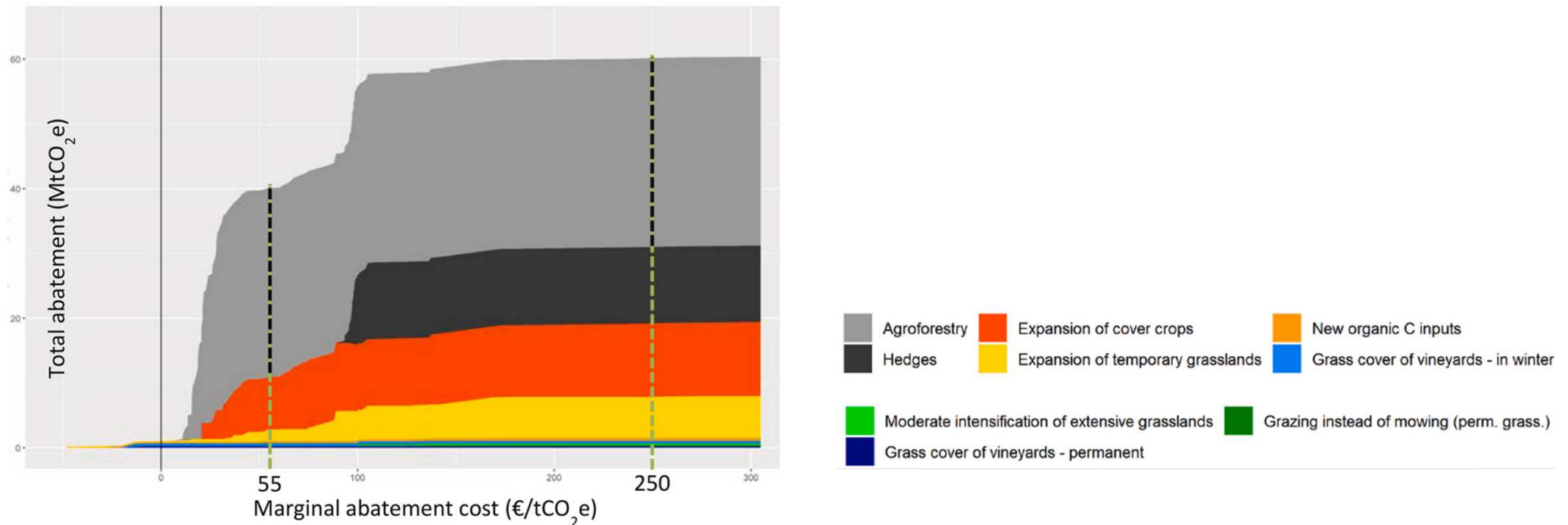
➤ A quel coût ?



Expertise « stocker 4p1000 de carbone dans les sols : le potentiel français »

(Pellerin, Bamière et al. 2023)

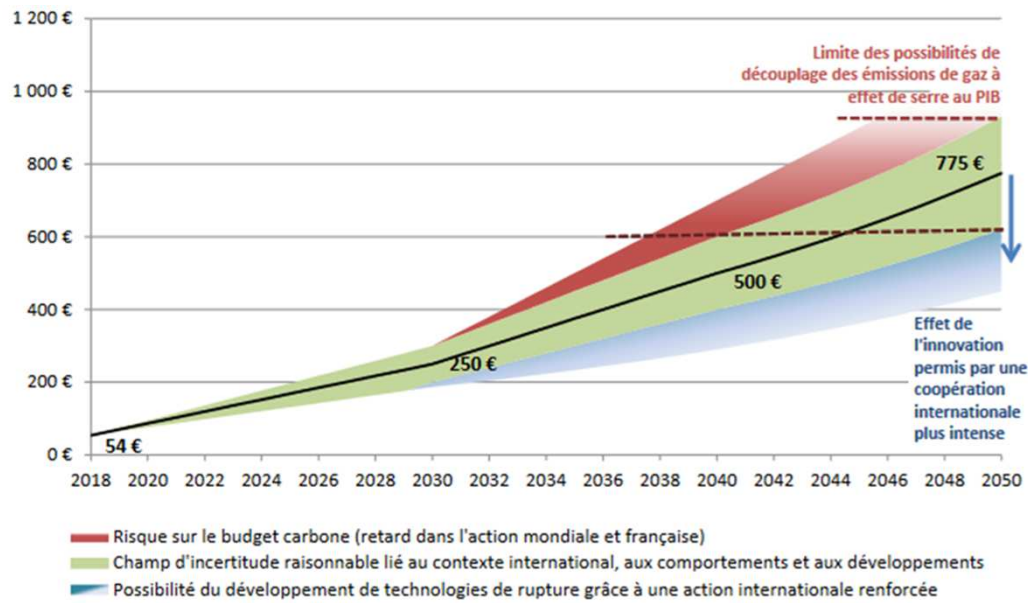
Coût et potentiel de stockage en France



➤ A quel coût ?

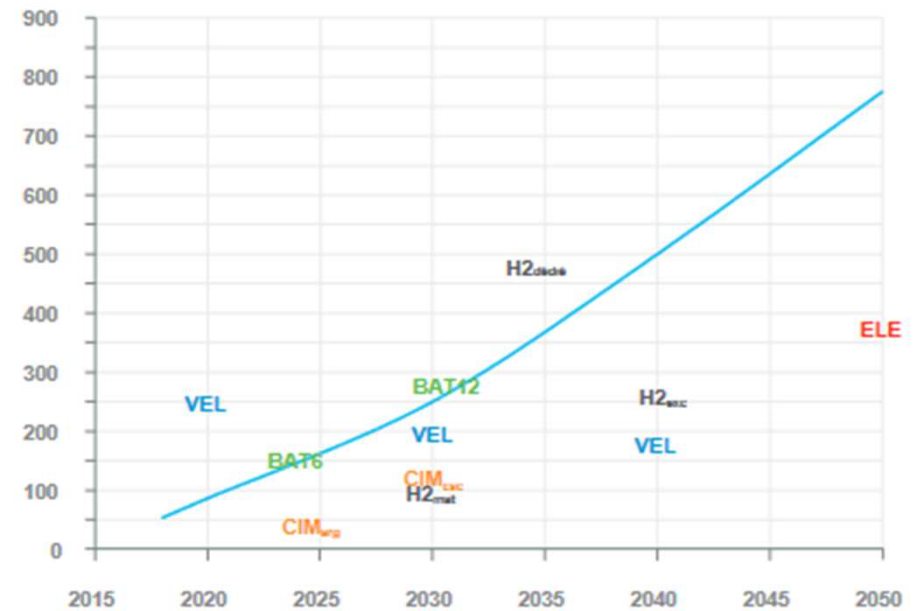


Trajectoire de la valeur d'action pour le climat



Source : Quinet 2019.

Coût d'abattement d'autres secteurs



Source : Commission Cricqui.

➤ Quelle intervention de l'Etat ?



Hors secteur agricole : incitations économiques basées sur un « signal-prix » et le principe « pollueur-payeur »

(1) **Marché du carbone ETS** (depuis 2015)

- Système d'échange de quotas d'émissions.
- Pour les entreprises les plus polluantes.
- Le prix résulte de l'offre et de la demande.
- Diminution progressive du nombre de quotas alloués aux entreprises.

Prix du quota de CO₂ sur le marché EU ETS



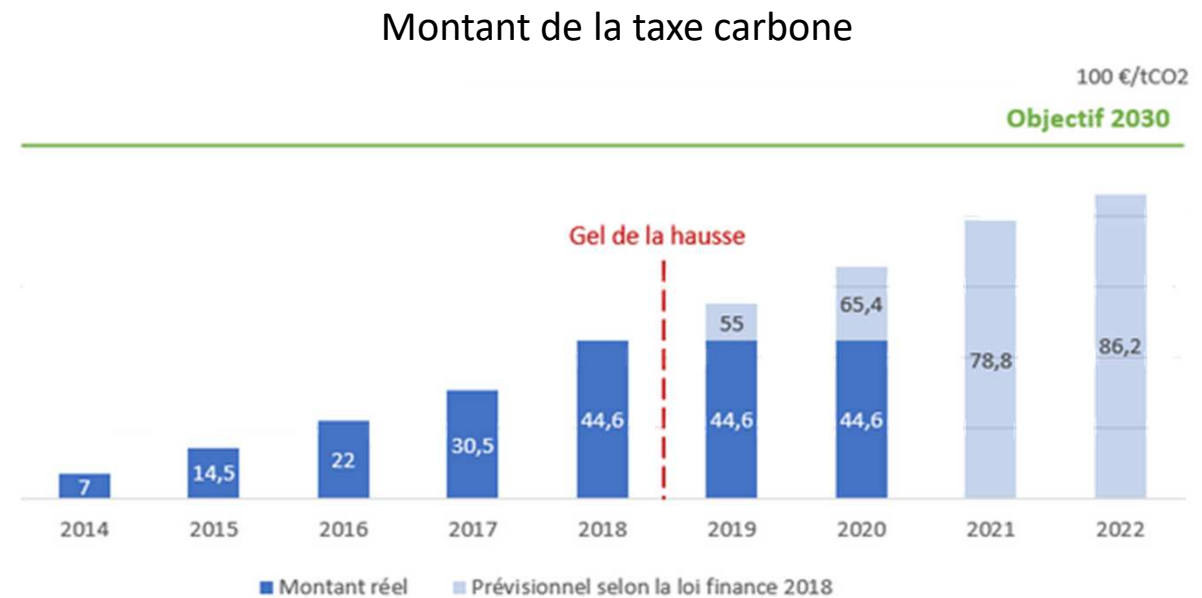
➤ Quelle intervention de l'Etat ?



Hors secteur agricole : incitations économiques basées sur un « signal-prix » et le principe « pollueur-payeur »

(2) Taxe carbone (depuis 2014)

- Intégrée dans les taxes intérieures sur la consommation de gazole, d'essence, de fuel, de gaz naturel et de charbon.
- Pour les entreprises et les consommateurs.
- Augmentation progressive du montant de la taxe fixé par l'Etat français.



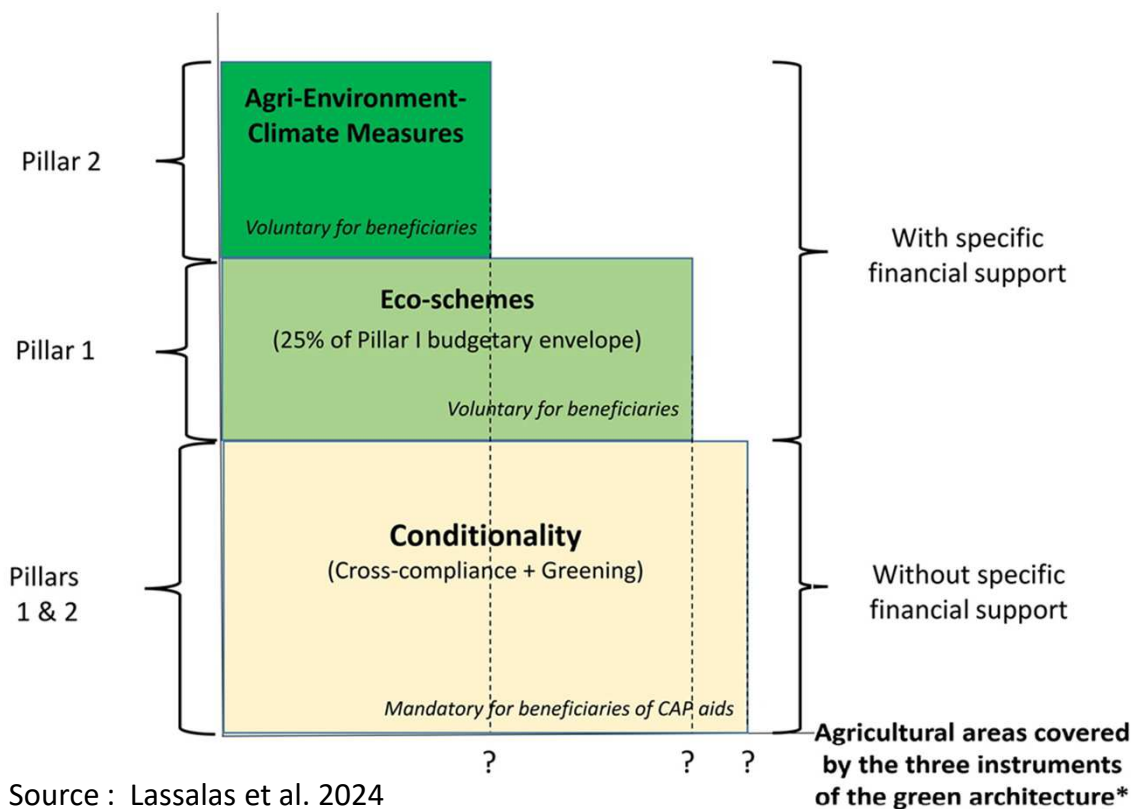
Source : Fiscalité carbone, Ministère de la transition écologique, 2017.

➤ Quelle intervention de l'Etat ?



Dans le secteur agricole : exigences réglementaires et approches volontaires

Environmental requirements



Enjeu Climat

MAEC Climat (herbivore)

- taux d'assolement
- taux de chargement

Eco-régimes

- diversification cultures
- maintien prairies permanentes
- couverture végétale

BCAE

- maintien prairies permanentes
- protection zones humides
- interdiction brûlage du chaume

➤ Quelle intervention de l'Etat ?



Dans le secteur agricole : exigences réglementaires et approches volontaires

- **Label bas carbone** (depuis 2019)
 - Certification climatique volontaire
 - Les agriculteurs s'engagent à travers une méthode reconnue.
 - Les financeurs compensent leurs émissions en investissant dans un projet.
 - Négociation du prix entre les porteurs et les financeurs.

Nombre de projets labélisés



Source : Ministère de la transition écologique

➤ Quelle intervention de l'Etat ?



Design des instruments de politiques publiques

- **Outils efficaces et incitatifs**
 - Minimisation du coût pour atteindre un objectif environnemental donné
 - Obligation de moyens versus de résultat, compensation
- **Limiter les coûts de mesure, de notification et de vérification (MRV)**
 - Incertitude et difficultés de mesures des émissions
 - Variabilité naturelle et dimension temporelle
- **Allocation efficace de l'effort entre agents/régions/pays**
 - Impact sur les revenus agricoles et effets régressifs
 - Impact sur la production agricole et la compétitivité (fuite de carbone)

➤ Les conditions économiques et sociales



- La réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur agricole est techniquement réalisable à un coût considéré comme « raisonnable ».
- Dans le secteur agricole, peu d'instruments sont actuellement mis en œuvre pour influencer les comportements de manière efficace.
- Les outils de régulation économique du carbone basés sur un « signal-prix » constituent des moyens plus efficaces pour lutter contre le réchauffement climatique.
- Le design de ces instruments doit prendre en compte les spécificités du secteur agricole afin de minimiser les impacts négatifs.
- En plus des obstacles socioéconomiques, il subsiste d'autres freins d'ordre psychologique, juridique et politique, notamment en ce qui concerne l'acceptabilité des politiques publiques.